

Pourquoi on craque

Le Vif/L'Express/Le Vif/L'Express,
Jeu. 08 avr. 2021, Page 10



UCLouvain, Jeu. 08 avr. 2021

Restaurants clandestins, concerts secrets, coiffeurs à domicile, fêtes privées... Alors que les autorités resserrent la vis sanitaire, de nombreux Belges se déconfinent. En douce. Mais aussi, désormais, dans les espaces publics, notamment via les rassemblements dans les parcs. Signes d'un manque de confiance, d'une perte de légitimité des pouvoirs publics, d'une lassitude, d'un déni... Cocktail explosif?

Deux coups de fil auront suffi. Le premier à une connaissance professionnelle: «Dis, Machin, tu pourrais me donner le numéro du resto où tu es allé la semaine dernière?» Le second au patron: «Bonjour, j'appelle de la part de Machin. Vous êtes bien ouvert ce soir?» Cinq minutes et le rendez-vous était pris. Avec une seule instruction: entrer par la porte arrière. Quelques voitures sur le parking

mais une seule table dressée à l'intérieur, loin des fenêtres donnant sur la rue. Tout a commencé avec un plat à emporter, raconte le restaurateur. Un client habitué qui lui avait demandé s'il ne pouvait pas manger sur place. La salle est vaste, clients et livreurs se succèdent de toute façon pour le take-away, pourquoi pas, ça se remarquera peu. Le lendemain, le même client souhaite revenir avec un contact professionnel, qui lui-même est un ami d'un ancien homme politique local, qui lui-même demandera ensuite à venir s'attabler avec une connaissance, puis une autre, puis encore une autre, qui elles-mêmes reviendront avec d'autres.

Son activité clandestine a débuté comme ça, de fil en aiguille. Rien d'envergure. Rien de luxueux non plus, pas comme ces dîners mondains révélés en France, auxquels certains ministres auraient participé (lire page 14) . Dans ce restaurant comme il y en a tant, l'emporté tourne, c'est pas le problème, mais l'appli avec laquelle il collabore «prend 17%» et ça ne compense de toute façon pas les pertes. «Depuis le premier confinement, j'ai touché en tout 10 500 euros d'aides, que voulez-vous que je fasse avec ça? détaille-t-il en servant un osso bucco et un magret de canard. Puis le fait qu'en Wallonie, on touche moins qu'en Flandre, ce n'est absolument pas normal. Les Flamands, eux, c'est 180 euros par jour de fermeture! (NDLR: en réalité, 160 euros, à partir du 21e jour de fermeture).

» L'unique table de trois de ce soir-là reçoit l'addition, rédigée sur un papier jauni, comme du temps d'avant les boîtes noires. 160 euros, un peu de beurre dans les épinards.

«Refermez derrière vous»

Le même samedi soir, à une centaine de kilomètres de là, Nassim (1) organisait une fête d'anniversaire dans la cave d'un restaurant bruxellois. Ce n'était pas la première fois, toujours des tablées à «500-600 euros, avec le restaurateur on est même devenus amis, à un moment il a été se coucher et il nous a dit "refermez derrière vous". Quand on part, on prend quand même quelques précautions: on sort par deux ou trois, pas tous en même temps, et on a déjà commandé notre Uber.» Ce chauffeur a trouvé la solution: une fois le couvre-feu passé, il sort avec son uniforme. S'il se fait contrôler, il pourra toujours dire qu'il venait de travailler.

«Pendant six mois, très sincèrement, j'ai suivi les mesures, j'ai arrêté tout ce qui était contact humain. Puis des amis à moi ont commencé à organiser de petites soirées. En comités restreints, les copains des copains, on est peut-être une bande de vingt, et ça a été une soupape pour décompresser.» Du boulot et des médias anxigènes, avec leurs «infos qui vont toujours dans le même sens». Il parle d'Etat totalitaire, de mesures incohérentes, d'une volonté sous-jacente des autorités d'interdire les mouvements sociaux, de lois liberticides, de ras-le-bol. «La vie doit continuer. L'être humain trouve toujours une solution, une échappatoire, un moyen de vivre ou de survivre.»

Toujours le même samedi soir, cette fois en région namuroise, Christophe assistait à un concert clandestin dans une maison médicale. Du jazz freestyle, mélange de guitare, cithare et clarinette, pas du tout sa came habituelle, «mais ça aurait pu être de l'accordéon ou de la flûte de pan, affirme-t-il, j'y serais quand même allé». Moins pour la musique que pour «préserver sa santé mentale». Pareil que lorsqu'il avait roulé jusqu'au Luxembourg – 400 bornes aller- retour – pour aller au restaurant, ou que pour le barbecue qu'il va bientôt organiser chez lui avec

sept amis: «une volonté de se retrouver, de pouvoir partager quelque chose ensemble». Par «nostalgie de la vie d'avant», aussi. «C'est fou de constater qu'on perd si vite quelque chose de si naturel.»

«Le politique ne fait pas sa part. Je ne fais plus la mienne»

Au départ, ses deux adolescentes lui... faisaient la morale. «Maintenant elles n'en peuvent plus, elles veulent aller au parc et je suis le premier à les y conduire. Les mesures sanitaires sont de plus en plus difficiles à comprendre. Dans mon esprit, les autorités avaient une seule chose à faire: la vaccination. Un fiasco! Si, demain, dix millions de doses tombaient comme par magie du ciel, elles seraient encore capables de foirer. Comme pour les masques, le testing, le tracing. Le politique ne fait pas sa part du job. Alors je ne fais plus la mienne.»

Comme Manuel, qui passe tous ses samedis soirs avec ses potes, quitte à faire la fête jusqu'à 6 heures pour contourner le couvre-feu. «A un moment, j'ai un cerveau: on m'autorise à voir plein de gens dans mon boulot mais personne dans ma vie privée? C'est bon, hein...» Comme Molly (1), coiffeuse, qui s'est mise à faire du domicile lorsque la fermeture de son salon fut une énième fois décrétée. Parce que ses clientes le lui ont demandé, y compris ces vieilles dames qui, en temps normal, venaient une fois semaine, moins par besoin capillaire que social. Elles ont besoin de parler, elle a besoin d'argent. «Mon comptable m'a conseillé de prendre le moins d'aides possible, sinon l'année prochaine je risque de douiller aux contributions.» Comme cette esthéticienne qui, depuis le reconfinement, appelle ses clientes pour s'assurer qu'elles veulent bien maintenir leur rendez-vous pour une «pédicure», soin autorisé, mais qui, en fait, continue à faire chauffer sa cire à épiler.

Les coutures de l'obéissance commencent à craquer. Et plus seulement clandestinement. Les petits arrangements individuels avec les règles deviennent des rassemblements publics dans les

parcs du bois de la Cambre à Bruxelles, de la Boverie à Liège, du lac de Louvain-la-Neuve, sur la place de Tilff pour des apéros géants... Ceux qui critiquent les «jeunes», pointés du doigt pour avoir lancé ces regroupements, peuvent-ils réellement se prévaloir de n'avoir eux-mêmes fait aucune entorse aux mesures? Même pas un petit repas en famille? Une bulle de deux à la place de un? Examen de conscience...

Retour de bâton de la stratégie de culpabilisation

Le non-respect des lois sanitaires se révèle donc de plus en plus visible. Le Théâtre national et la Monnaie sont occupés par des représentants du secteur culturel. De nombreux restaurateurs, dans une vidéo Facebook visionnée plus de 101 500 fois, déclarent leur volonté de rouvrir le 1er mai. Qu'ils en reçoivent l'autorisation ou pas. «Pour nous, désobéir est devenu une nécessité, justifiait Valérie Migliore, du collectif Wallonie Horeca, dans Le Soir, le 1er avril. Nos caisses sont vides. Nous ne pouvons plus nous endetter en restant fermés pour respecter des mesures que la population, elle, ne respecte plus.»

Ne respecte enfin plus, serait presque tenté de dire le sociologue Bruno Frère (ULiège), spécialiste des mouvements sociaux. Non qu'il incite à l'insubordination. Plutôt qu'il s'étonne de la docilité collective. «C'est incroyable! On a tout accepté! Ne plus sortir, ne plus rencontrer, perdre son boulot,

perdre ses amis... Je pense que l'immense majorité des citoyens belges est profondément pétrie de responsabilités civiques. Comme l'air du temps est au moralisme, on a eu vite fait de pointer du doigt les petites incivilités et de ne pas voir le reste: les citoyens sur lesquels on a pu compter.»

Or, le discours des dirigeants politiques, des virologues, épistémologistes et autres experts s'est exclusivement basé sur la culpabilisation individuelle, estime Bruno Frère. Dès que la courbe des infections remonte, c'est toujours la faute de quelqu'un: des jeunes, des restaurateurs, des tricheurs, de cette «équipe de onze millions» qui ne fait pas encore assez d'efforts. «La responsabilité politique n'est jamais soulevée. Pas de débat sur les coupes budgétaires hospitalières, sur les ratés, etc.» Le ras-le-bol croissant pourrait en être la conséquence. Le retour de bâton de la culpabilisation.

Motivation au plus bas

La clandestinité, c'est aussi un moyen de survie. Mentale. Une stratégie de préservation «Chez les plus jeunes, il y a évidemment le besoin de relations sociales, pointe Olivier Luminet, psychologue de la santé à l'UCLouvain. Cependant, chez tous les individus, toutes générations confondues, le besoin le plus fort, aussi fondamental que le besoin de rapports, c'est le besoin d'autonomie.

Ce dernier n'est plus satisfait depuis des mois. Il n'existe plus de marge de manœuvre, de possibilités de décider soi-même. C'est là que s'expriment de très fortes frustrations.»

Le dernier rapport du Baromètre de la motivation, lancé il y a un an par l'UGent en collaboration avec l'ULB et l'UCLouvain, montre que seuls 30% des répondants se déclarent «totalement motivés». Les 70% restants soit n'y

croient plus vraiment, soit n'adhèrent plus que par devoir ou par crainte, du policier notamment. «Or cette motivation ne tient pas longtemps.»

Lassitude, le maître mot de ce troisième confinement. La faute aux promesses ravalées par les politiques, selon Vincent Yzerbyt, professeur de psychologie sociale à l'UCLouvain. «Il faut également reconnaître un manque de cohérence dans les mesures proposées, prolonge-t-il. Ce manque conduit à créer des groupes. Il y a d'un côté celles et ceux qui estiment que les politiques ne se montrent pas à la hauteur des risques sanitaires, qu'ils ne vont pas assez loin. De l'autre, les personnes qui pensent que la situation n'est pas assez grave, qu'elle ne justifie pas les mesures.»

Phase de déni

Aux yeux d'Olivier Luminet, la Belgique serait entrée dans une phase de déni. Comme le fumeur qui imagine ne jamais être rattrapé par le cancer. Ou les bronzes qui font l'impasse sur la crème solaire. Pas si grave. «Les sondés ont le sentiment que la Covid ne les concerne plus», constate le psychologue, se référant au Baromètre de la motivation. Soit parce qu'ils ont déjà été contaminés et se sentent immunisés. Soit parce qu'ils n'ont au contraire pas été confrontés au virus, et qu'ils «présentent une impulsivité à laquelle ils sont incapables de résister.»

D'autant qu'il y a de moins en moins de garde-fous, de paramètres dissuasifs. La pression sociale, celle qui lors du premier confinement poussait presque à se justifier lorsque sa voiture n'était pas garée devant la maison, n'existe quasiment plus, puisque tout le monde ou presque triche, un peu beaucoup, passionnément. La pression policière, celle qui faisait craindre un PV l'an passé en s'asseyant sur un banc dans un parc, s'est amoindrie elle aussi, contrairement à ce que les images du bois de la Cambre à Bruxelles laissent penser. Faute de personnel, la majorité des zones de police ont cessé les patrouilles spéciales Covid, dont l'unique but était de veiller au respect des mesures sanitaires.

«Les policiers ne cherchent pas à sanctionner à tout prix, plaide Vincent Gilles, président du SLFP Police. Tout le reste de leurs missions leur semble beaucoup plus important. S'ils interviennent, soit ils sont confrontés à un flagrant délit, soit c'est sur la

base de délation. Et il y en a... On se croirait revenu en 40-45!» «C'est toujours comme ça que ça commence, confirme Julie Chantry, bourgmestre (Ecolo) d'Ottignies-Louvain-la-Neuve. Une plainte est reçue, généralement pour tapage, une équipe intervient et constate un rassemblement sur place. Les infractions Covid n'interviennent que dans un deuxième temps.» Lorsque les participants ne sautent pas par les fenêtres pour tenter de s'échapper (histoires vraies). «Mais pas du troisième étage non plus! Très franchement, ces derniers temps dans les kots, ce n'est absolument pas calme.»

L'élue perçoit «un besoin clair de se rassembler et de passer du temps ensemble. C'est légitime. Ça fait un an.» Alors elle s'est «mise d'accord» avec la police pour faire preuve d'une certaine tolérance. «Si, dans un parc, on remarque un groupe de cinq personnes alors que la règle actuelle en extérieur est de quatre, on ne dresse pas un procès-verbal immédiatement. Alors que, lors du premier confinement, on l'aurait fait. On n'intervient que lorsque cela dépasse vraiment trop.» Et ce dépassement se produit généralement dès que l'alcool s'en mêle. «Là, ça part très vite, les gens sont désinhibés, il peut y avoir des bagarres.»

De la tolérance à la répression

Ce scénario s'était déjà produit à Tilff, en périphérie liégeoise. Sur la place du village, qui, en temps normal, déborde de terrasses, des propriétaires de brasseries avaient décidé d'organiser un take-away... à consommer sur place, autour de mange-debout dressés pour l'occasion. Une opération du collectif Taste of Liberty. Pas de masque, peu de distanciation. Un week-end, pas loin de 800 personnes avaient afflué. Les autorités locales n'avaient pas été prévenues. «Mais la première fois, on s'est dit "voyons comment ça se passe", on est passé par un stade de tolérance. On comprend le désarroi de chacun, le besoin de se rassembler, la nécessité pour le secteur Horeca de se faire entendre», relate la bourgmestre, Laura Iker (MR).

Lors des premières éditions, aucun problème. Les forces de l'ordre encadraient l'événement à distance, avec bienveillance. Puis, le week-end du 20 mars dernier, la situation a dégénéré. Trop de monde, trop peu de respect. «Ce n'était plus une ambiance bon enfant. C'était une fiesta à ciel ouvert! Certains diffusaient de la musique à fond, ils s'étaient même connectés au réseau électrique de l'église. D'autres venaient avec leurs propres boissons, ce qui est tout de même fort éloigné d'une volonté de soutenir l'Horeca.» La bourgmestre a donc pris un arrêté, interdisant les rassemblements de plus de cent personnes et rendant à nouveau obligatoire le port du masque. Les organisateurs avaient de toute façon décidé de ne plus continuer: l'événement avait complètement dépassé leur volonté initiale.

Sur les réseaux sociaux, Laura Iker s'est ensuite copieusement fait insulter. Tant par ceux qui lui reprochaient son laxisme que par ceux qui fustigeaient sa sévérité. Signe – s'il en fallait encore un – d'une société toujours plus fébrile. D'une société qui «s'ensauvage», selon Bruno Frère (ULiège), qui reprend lui-même l'expression du

philosophe allemand Axel Honneth. «Quand tous les canaux ont été coupés, quand on muselle une population pendant un an, il ne faut pas s'étonner que l'opposition au pouvoir passe par des formes d'ensauvagement, de violences, exprime le sociologue. La contestation sociale grandit car la privation dure depuis tellement longtemps que les gens craquent.»

Et pas uniquement ceux que le semi-confinement a frappés le plus durement, parce que mal logés, parce que mal payés, parce que mal considérés, parce que oubliés des discours des autorités. Ceux-là, même, on les voit peu dans les espaces verts, dans les lieux culturels occupés, dans les restaurants clandestins. «On a vite fait d'incriminer les jeunes, comme dans les parcs, ou les précaires, comme lors des émeutes à Liège. C'est plus facile. Alors qu'il n'y a évidemment pas de différence, en matière de non respect des mesures, avec ceux qui organisent un anniversaire à vingt dans leur jardin! Cela ne veut pas dire que l'ensemble de ces personnes sont insensibles au virus, reprend Bruno Frère. C'est une manière d'exprimer que la vie n'est pas que sanitaire, qu'elle est avant tout sociale.»

Peut-être les autorités l'auraient-elles davantage pris en considération si elles avaient intégré dans leurs comités de concertation plus de sociologues et de psychologues. Les voilà désormais à exhorter à un nouvel effort collectif, l'ultime, il paraît, alors que la stratégie de la peur est de moins en moins audible au sein de la population. Qui, dans sa fronde (ou son déni, c'est selon), brandit aujourd'hui le jugement du tribunal de première instance de Bruxelles qui, le 31 mars dernier à la suite d'une action en référé de la Ligue des droits humains, a décrété que les mesures Covid étaient illégales. Condamnant l'Etat belge à les régulariser dans les trente jours. Le gouvernement a fait appel.

Puis il a neigé, sur la Belgique surchauffée. Mais en avril, les flocons qui ont gelé la contestation risquent de fondre assez rapidement.

(1) Prénoms d'emprunt

Par Mélanie Geelkens et Soraya Ghali ■

Bas les masques

Le Vif/L'Express,
Jeu. 08 avr. 2021, Page 10

Où sont les masques? Pas dans le restaurant clandestin que nous avons visité, ni en cuisine ni en salle, le patron y va même d'une poignée de main et le client d'une accolade en repartant. Pas dans le concert secret auquel Christophe a participé. «Avec mon ami, en arrivant, on en avait mis un mais on était les seuls.» Pas dans les soirées entre potes de Manuel, pas chez les clients chez qui Molly (1) se rend pour une coupe, «de toute façon moi j'ai déjà fait le corona». Pas dans les parcs, non plus. Ni à la Boverie à Liège où avait été organisée une «guinguette» géante le 28 mars, ni au bois de la Cambre à Bruxelles lors de la «boum» du 1er avril. «Lorsque nous observons les images de ces derniers jours, il y a clairement un basculement, estime Olivier Luminet, psychologue de la santé (UCLouvain).

On le voit dans les lieux publics, à Bruxelles notamment, peu de gens portent un masque.» La faute à un phénomène de groupe et à un effet d'entraînement, décortique-t-il. «En psychosociologie, cet effet se révèle extrêmement puissant. Un individu respecte une norme seulement si ses proches la respectent aussi. Si ce n'est plus le cas, celle-ci n'existe plus. Si trois amis viennent sonner à ma porte sans masque, j'abandonne le mien, de peur de me montrer ridicule.»